



« L'Europe aidera seulement les pays les plus pauvres »

Pour le commissaire européen, Andris Piebalgs, la taxe sur les transactions financières doit soutenir l'aide au développement

Entretien

Bruxelles

Envoyé spécial

Andris Piebalgs, commissaire européen au développement, a présenté, jeudi 13 octobre, une communication sur la politique communautaire d'aide aux pays pauvres pour les dix ans à venir. Il juge que la future taxe sur les transactions financières devra être consacrée à la lutte contre la pauvreté et le changement climatique. L'appui de l'Europe sera réservé aux pays défavorisés.

Pourquoi une nouvelle façon d'aider les pays pauvres ?

Le monde a changé. De nouveaux acteurs sont apparus, comme la Chine et le Brésil. L'Afrique est en meilleure santé. Le réchauffement climatique et la volatilité des cours des produits alimentaires constituent de nouveaux défis, tout comme les « printemps arabes », qui ont mis au premier plan les droits de l'homme.

Y a-t-il un manque d'argent ?

Oui et non. Globalement, l'Union européenne consacre 54 milliards d'euros par an à l'aide au développement, dont 12 milliards gérés en propre par la Commission. L'Union est le premier contributeur du monde. Son aide représente 0,51% de son produit intérieur brut. Nous avons promis de parvenir à 0,7% en 2015. Il faut tenir cet engagement, mais ce sont les contribuables nationaux qui décideront.

La crise ne risque-t-elle pas d'être un frein ?

C'est vrai que l'Europe aussi a

des pauvres, mais ce n'est pas comparable au niveau de pauvreté du Soudan ou de la Somalie. Au sein de l'Union, les personnes hostiles à toute aide sont minoritaires. Les gouvernements sont courageux : Londres a augmenté son budget d'aide, alors qu'il taillait dans les autres dépenses.

Quelles seront les caractéristiques de la nouvelle aide ?

L'Union intervenait dans le monde entier et dans tous les secteurs. Nous concentrerons désormais nos efforts sur les pays les plus pauvres. C'est terminé pour la Chine et l'Inde, mais l'Afrique du Sud, où d'énormes disparités subsistent, a besoin de nous pour faire face aux conséquences de l'apartheid. Nous privilégierons les secteurs de l'énergie propre et de la sécurité alimentaire.

Que signifient vos contrats « de bonne gouvernance » ou de « reconstruction d'un Etat » ?

Dans le premier cas, nous voulons davantage intégrer les droits de l'homme dans notre aide faite par l'appui budgétaire général. L'appui direct au budget d'un Etat dictatorial n'était pas satisfaisant, comme on l'a vu en Tunisie. Il nous faudra sinon passer par le canal d'organisations non gouvernementales, demander plus de transparence et plus de démocratie, car celle-ci pérennise le développement.

Dans les pays à reconstruire, tout est à faire, comme on l'a vu à Haïti où nous avons apporté les fonds nécessaires au redémarrage des services de l'Etat. Nous voulons préciser à quelles conditions nous interviendrons dans ces Etats en lambeaux et comment

nous nous en retirerons pour ne pas le faire brutalement.

La Commission souhaite des financements innovants. La taxe sur les transactions financières en fait-elle partie ?

Une partie de cette taxe doit être affectée au développement. La Commission en a arrêté le principe, sans dire à quoi elle servirait. Chaque chose en son temps. Je n'exclus pas des financements innovants de source nationale, comme la taxe sur les billets d'avion. Mais, face à des problèmes aussi globaux que le changement climatique ou la faim, seule la taxe sur les transactions financières me semble à la hauteur des enjeux.

Pourquoi l'Union européenne travaille-t-elle de plus en plus avec la Banque mondiale ?

Il ne faut pas qu'il y ait de concurrence entre nous, que ce soit sur le climat ou l'Afrique. Nous avons décidé d'œuvrer ensemble à promouvoir l'égalité des sexes. Cela ne passe pas seulement par des budgets, mais aussi par la mise en commun de savoir-faire.

Quels sont les pays qui ont le plus besoin d'aide ?

Beaucoup ! Mais si je dois choisir, je dirais l'Afghanistan, où nous devrions rester après le départ de nos militaires, l'Ethiopie dont dépend le développement de la Corne et la Côte d'Ivoire, vecteur de l'enrichissement de l'Afrique de l'Ouest. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALAIN FAUJAS



Andris Piebalgs, commissaire européen au développement. MARC MELKI POUR « LE MONDE »